

Un sondage révèle que les opérations de couverture portant sur les services publics bénéficient d'une acceptation grandissante

Les participants à une conférence tenue par RiskAdvisory constatent une collaboration accrue entre les organismes de réglementation, les groupes de clients et les services publics durant les audiences sur les tarifs, mais cela demeure insuffisant

CHICAGO (Le 16 novembre 2005) – Quatre-vingt-dix pour cent des participants interrogés au 3^e sommet annuel de RiskAdvisory sur la gestion des risques liés aux services publics indiquent que les services publics devraient recourir aux opérations de couverture pour gérer l'énorme volatilité des prix du gaz et du carburant. Plus précisément, 49 % d'entre eux croient que les opérations de couverture sont « très efficace », alors que 47 % croient qu'elles sont « assez efficaces ».

Ce sondage, auquel ont participé 51 représentants d'entreprises de services publics, d'organismes de réglementation, d'institutions financières, d'agences de marketing et de groupes de défense des consommateurs nord-américains, a été mené à Chicago à l'occasion d'une conférence de deux jours tenue les 9 et 10 novembre, dans le cadre de laquelle les intervenants ont discuté de la façon dont la gestion des prix des produits devrait être structurée et appliquée. Mise sur pied et commanditée par RiskAdvisory, chef de file des logiciels et des services-conseils dans le domaine de la gestion des risques, la conférence a permis d'explorer les enjeux entourant la gestion des risques associés aux prix des produits énergétiques au sein des environnements réglementés et concurrentiels.

« En cette époque où les coûts des services publics montent en flèche, il semble que les représentants de l'industrie ont de plus en plus confiance aux opérations de couverture », a affirmé Leigh Parkinson, conseiller principal, RiskAdvisory.

« Les résultats du sondage témoignent également d'un changement d'attitude de la part de l'industrie quant à la familiarité des organismes de réglementation à l'égard des opérations de couverture et à l'efficacité des audiences sur les tarifs, a ajouté M. Parkinson. Cela signifierait que les organismes de réglementation affichent une plus grande familiarité à l'égard des programmes d'opérations de couverture, ainsi qu'une volonté d'envisager les opérations de couverture comme moyen de gérer les risques, ce qui pourrait se traduire par un nombre accru d'audiences sur les tarifs au Canada aussi bien qu'aux États-Unis. Nous croyons que cela augure

bien, en nous laissant entrevoir une plus grande collaboration entre les services publics et les organismes qui les réglementent. »

Les constatations de M. Parkinson sont appuyées par les résultats du sondage, selon lesquels 69 % des répondants croient que les protecteurs du consommateur, les agents de marketing direct, les organismes de réglementation et les services publics peuvent travailler ensemble pour mettre en place des programmes d'opérations de couverture; il s'agit d'une augmentation par rapport aux 42 % atteints dans le cadre du sommet 2004 de RiskAdvisory. Par ailleurs, 48 % des personnes interrogées cette année croient que les organismes de réglementation ne sont pas aptes à définir les politiques régissant les programmes d'opérations de couverture, par rapport à 67 % des répondants qui, en 2004, étaient d'avis que les organismes de réglementation n'en avaient aucunement la capacité.

« Même s'ils pensent que les organismes de réglementation ne sont pas très aptes à définir les politiques en matière d'opérations de couverture, environ 69 % des participants croient que les commissions de services publics devraient approuver les plans d'opérations de couverture, a déclaré M. Parkinson. Cela suggère que les services publics sont soucieux d'éviter les risques en matière de réglementation. »

Les personnes interrogées étaient réparties de façon pratiquement égale quant à la question de la rentabilité des audiences sur les mesures prises par les services publics pour gérer la volatilité du coût du gaz et du carburant. Trente-cinq pour cent croient que le processus est « rentable », 35 % le trouvent « inefficace et trop coûteux », alors que 30 % sont d'avis qu'il est « coûteux mais efficace ». L'an dernier, 60 % d'entre eux croyaient que les audiences étaient inefficaces et trop coûteux.

Quatre-vingt-onze des répondants croient que les commissions en matière de compétences devraient autoriser les services publics à recouvrer les coûts qu'ils consacrent aux opérations de couverture, par rapport à 85 % en 2004. Pour les deux années, 81 % des participants étaient d'avis que les organismes de réglementation perçoivent les opérations de couverture comme une activité de gestion des risques, alors que seulement 19 % croyaient que ceux-ci les perçoivent comme une activité de spéculation.

La plupart des participants à la conférence apprécient que les organismes de réglementation, les groupes de défense des consommateurs et les services publics participent presque à part égale au choix du profil de risques que les services publics devraient utiliser pour maîtriser la volatilité du coût du gaz et du carburant au nom des consommateurs. Cependant, ils accordent aux

services publics une autorité décisionnelle accrue par rapport au programme qui est effectivement exécuté.

« Pour être justes, disons que ces résultats sont biaisés en faveur du point de vue des représentants des entreprises de services publics, 31 d'entre eux ayant participé au sondage, a indiqué M. Parkinson. Par rapport à l'an dernier, le niveau de confiance à l'égard des opérations de couverture a augmenté, de même que la capacité de s'entendre sur un programme qui convient à tous les intervenants. Quoi qu'il en soit, il reste du pain sur la planche si l'on veut créer un processus plus progressif de définition des politiques pour les parties prenantes de l'industrie des services publics en Amérique du Nord. »

M. Parkinson a ajouté que si des sommets ont été tenus, c'est parce que de nombreuses audiences réglementaires en Amérique du Nord ont examiné le bien-fondé des programmes d'opérations de couverture pour les services publics ainsi que les méthodes que l'on peut utiliser pour prémunir la clientèle contre la volatilité indésirable des produits de base. Toutefois, aucune méthodologie n'a été adoptée à l'unanimité. Les participants s'efforcent toujours d'élaborer une démarche équitable qui répondra aux besoins de toutes les parties prenantes.

« Malgré le risque constant que présente la grande volatilité du prix des produits énergétiques pour les services publics et les clients nord-américains, il est évident que la conception des programmes ne fait l'objet d'aucune normalisation d'une région à l'autre, a souligné M. Parkinson. Ces résultats concordent avec notre hypothèse selon laquelle l'industrie n'échappera pas à un cycle continu de déceptions et de frustrations si aucun processus prospectif et prescriptif ne vient remplacer les processus d'évaluation rétrospective qui sont aujourd'hui monnaie courante. »

Voici quelques autres constatations :

- Les 31 délégués ont tous affirmé que leur entreprise faisait appel aux opérations de couverture; 70 % comptent y recourir dans une plus grande mesure (47 %) ou dans la même mesure (23 %) l'an prochain.
- Soixante pour cent d'entre eux utilisent des techniques d'opérations de couverture mécanistes, 10 %, des opérations de couverture à la vue des prix, et 28 % utilisent une combinaison des deux méthodes.
- Trente pour cent ont mis sur pied un programme d'opérations de couverture dont la durée maximale permise est de 1 à 2 ans, alors que 27 % ont créé un programme de 6 mois à 1 an. Vingt-quatre pour cent ont fixé une durée maximale de 2 à 3 ans et 19 %, une durée de plus de 3 ans.

- Cinquante-huit pour cent utilisent les achats à tarif fixe comme méthode d'opérations de couverture la plus fréquente dans le cadre de leur programme de gestion des risques, alors que 22 % utilisent une combinaison équilibré de prix fixe, d'options d'achat qu'ils exercent eux-mêmes et de tunnels sans primes.

--30--

À propos de RiskAdvisory, une division de SAS

RiskAdvisory Inc. est un chef de file des solutions de gestion concrète des risques auprès des entreprises de services publics qui exercent leurs activités dans un marché de produits énergétiques de base hautement volatile. Fondée en 1995 par des professionnels chevronnés en gestion des risques énergétiques, l'entreprise a dispensé des services-conseils à plus de 200 clients dans le secteur de l'énergie. RiskAdvisory, dont le siège social est situé à Calgary, en Alberta, réalise également des solutions logicielles utilisées par un nombre croissant de sociétés d'énergie. RiskAdvisory a été acquise en 2003 par SAS, le chef de file des logiciels d'intelligence d'affaires. Pour plus de renseignements, visitez le site www.riskadvisory.com.

À propos de SAS

SAS est le chef de file du marché grâce à ses logiciels et services d'intelligence d'affaires et d'analyse prédictive de nouvelle génération, qui créent une véritable intelligence d'entreprise. Les solutions de SAS sont utilisées dans plus de 40 000 sites, notamment par 96 % des 100 plus importantes sociétés du Fortune Global 500^{MD}, permettant d'établir des relations plus rentables avec la clientèle et les fournisseurs, de prendre de meilleures décisions, plus précises et plus éclairées, et de propulser les entreprises vers l'avenir. SAS est le seul fournisseur qui intègre entièrement des applications d'entreposage de données de premier ordre, des applications analytiques et des applications traditionnelles d'intelligence d'affaires pour créer l'intelligence commerciale à partir de quantités massives de données. Depuis près de trois décennies, SAS offre à sa clientèle mondiale *The Power to Know*^{MD}. Visitez notre site au www.sas.com